

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2021-06-048

24 juin 2021

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches afin de favoriser leur convergence

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14, D. 6332-78 à D. 6332-84,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n°2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Après en avoir délibéré le 24 juin 2021,

Exposé des motifs

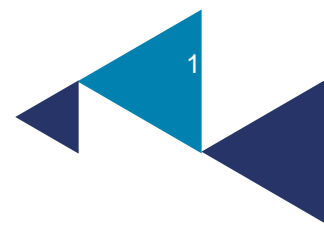
La loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel pose deux principes :

- Les branches professionnelles ont la responsabilité du financement des contrats d'apprentissage, via les opérateurs de compétences (OPCO). Les OPCO prennent financièrement en charge les contrats d'apprentissage selon un niveau déterminé par les branches professionnelles et en application de principes fixés par décret.
- France compétences émet des recommandations auprès des branches professionnelles afin de faire converger les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage.

Le décret du 28 décembre 2018 précise que les branches professionnelles, par l'intermédiaire de leur commission paritaire nationale de l'emploi (CPNE) ou de leur commission paritaire de la branche professionnelle (CPBP), doivent déterminer un niveau de prise en charge pour chaque diplôme ou titre à finalité professionnelle pour lequel le niveau de prise en charge n'a jamais été fixé auparavant.

L'OPCO de la branche de la restauration rapide a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

La méthodologie utilisée pour l'émission des recommandations se fonde sur les données remontées par les branches et consolidées par les OPCO. Elle consiste à comparer les valeurs remontées par la branche pour chaque diplôme ou titre à finalité professionnelle aux valeurs globales remontées par l'ensemble des



branches sur le diplôme ou titre à finalité professionnelle considéré afin de définir une valeur de référence permettant la convergence des niveaux de prise en charge, avec une marge de tolérance au regard de la dispersion des valeurs observées.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche de la restauration rapide, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code ainsi que les nouveaux contrats sur ces mêmes diplômes ou titres qui seront signés.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEFP de la Restauration rapide dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Fait à Paris
Le 24 juin 2021

Jérôme TIXIER
Président du Conseil d'administration



Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche de la restauration rapide

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEFP de la Restauration rapide pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 1501

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP de la Restauration rapide	RNCP35354	BUT - TECHNIQUES DE COMMERCIALISATION : MARKETING DIGITAL, E BUSINESS ET ENTREPRENEURIAT	12500	8000	7500	8500	NON CONFORME
CPNEFP de la Restauration rapide	RNCP35357	BUT - TECHNIQUES DE COMMERCIALISATION : BUSINESS DÉVELOPPEMENT ET MANAGEMENT DE LA RELATION CLIENT	12500	8000	7504	9400	NON CONFORME
CPNEFP de la Restauration rapide	RNCP35375	BUT - GESTION DES ENTREPRISES ET DES ADMINISTRATIONS : GESTION COMPTABLE, FISCALE ET FINANCIÈRE	12500	7990	7400	8440	NON CONFORME
CPNEFP de la Restauration rapide	RNCP35376	BUT - GESTION DES ENTREPRISES ET DES ADMINISTRATIONS : GESTION ET PILOTAGE DES RESSOURCES HUMAINES	12500	8000	7400	8525	NON CONFORME
CPNEFP de la Restauration rapide	RNCP35377	BUT - GESTION DES ENTREPRISES ET DES ADMINISTRATIONS : GESTION ENTREPRENEURIAT ET MANAGEMENT D'ACTIVITÉS	12500	7816	7255	8150	NON CONFORME
CPNEFP de la	RNCP35378	BUT - GESTION DES ENTREPRISES ET DES	12500	8000	7400	8500	NON

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
Restauration rapide		ADMINISTRATIONS : CONTRÔLE DE GESTION ET PILOTAGE DE LA PERFORMANCE					CONFORME
CPNEFP de la Restauration rapide	RNCP35386	BUT - GESTION ADMINISTRATIVE ET COMMERCIALE DES ORGANISATIONS : MANAGEMENT RESPONSABLE DE PROJETS DES ORGANISATIONS	12500	8000	7400	8380	NON CONFORME
CPNEFP de la Restauration rapide	RNCP34038	MASTER - MANAGEMENT ET COMMERCE INTERNATIONAL (FICHE NATIONALE)	12500	8454	7806	9100	NON CONFORME
CPNEFP de la Restauration rapide	RNCP31019	RESPONSABLE DES RESSOURCES HUMAINES	12500	8160	7110	8910	NON CONFORME
CPNEFP de la Restauration rapide	RNCP34710	GESTIONNAIRE DES RESSOURCES HUMAINES	12500	7818	7110	8400	NON CONFORME
CPNEFP de la Restauration rapide	RNCP34976	RESPONSABLE D'UNITÉ OPÉRATIONNELLE	12500	8160	7110	8961	NON CONFORME
CPNEFP de la Restauration rapide	RNCP35162	MANAGER D'UN CENTRE DE PROFIT	12500	7820	7110	9015	NON CONFORME
CPNEFP de la Restauration rapide	RNCP35165	ASSISTANT(E) RESSOURCES HUMAINES	12500	8300	7600	8840	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard de la dispersion des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés